



Insécurité, immigration, islam : la fausse corrélation

Bloc-notes n°11

Laurent Coligny, 1^{er} décembre 2021

Être un « Français de l'étranger » a décidément un avantage : ne plus avoir à entendre les discours de chroniqueurs/éditorialistes français pour qui la recherche du coup médiatique l'emporte sur toute capacité d'analyse complexe ; et cela à côté de l'approche d'une minorité de intellectuels gauchistes « woke » qui ne se rendent pas compte à quel point ils servent ceux qu'ils considèrent comme leurs ennemis. En fait, dans les deux cas, c'est le triomphe de la vision identitaire, une idéologie qui, comme d'autres avant elle, veut imposer un modèle théorique à une réalité autrement plus complexe.

Malgré tout, même à l'autre bout du monde, on fait l'erreur d'écouter une émission d'« analyse politique » d'un média français... un simple désir de suivre un peu de loin les discours autour de la campagne présidentielle peut s'avérer fatal. C'est à ce moment-là qu'on se rend compte à quel point les faux intellectuels et les demi-savants sont légion dans le milieu des chroniqueurs et commentateurs médiatiques français.

Cette petite note vise à rappeler quelque chose de simple, de basique, qui n'a rien à voir avec l'idéologie, et tout à voir avec le bon sens : non, il n'y a pas de liens entre insécurité et religion musulmane. Même en passant par l'intermédiaire de l'immigration.

Une immigration trop importante, mal contrôlée, peut créer des problèmes d'intégration, surtout quand l'ascenseur social ne marche pas ou marche mal. Mais même mal à l'aise face à la majorité, même à l'écart d'une société ressentie comme différente, voire hostile, une personne n'évolue pas forcément vers la violence ou la délinquance. Au pire, elle s'isole, elle se replie sur sa communauté ethnique ou religieuse, elle devient bien plus conservatrice que la majorité. Cela peut être agaçant pour certains, notamment les gens à l'identité fragile : mais ce n'est pas un danger pour la République et ses citoyens. Par ailleurs, une personne fortement déconnectée du mode de vie dominant aura tendance à vouloir s'expatrier vers d'autres lieux, plus proches de ses propres valeurs : décidément rien d'effrayant dans une telle optique.

Certains « intellectuels » pensent que l'insécurité relève d'un « djihad ». On ne sait que penser face à une approche si absurde : on imagine qu'il s'agit d'une provocation visant à susciter l'agitation sur les réseaux sociaux ; car il est clair pour toute personne qui a ne serait-ce qu'une connaissance limitée des milieux populaires sait que la petite frappe qui vole et



agresse ne fait pas la différence entre musulmans, chrétiens, juifs, agnostiques, athées, ou néo-païens. C'est un parasite pour tout un quartier, pour tout un territoire.

Il y a quelque chose de terrible, pour toute personne d'origine immigrée ou de religion musulmane, victime des voyous, de se voir, en plus, associé à ces voyous. Soyons parfaitement clair : la question sécuritaire pourrait être réglée en France. Mais cela demande d'abord d'être au clair sur le combat à mener. Celles et ceux qui mélangent islam, immigration, insécurité, sont en fait les meilleurs amis des islamistes et des délinquants. Pour reprendre une expression du passé, ils sont leurs idiots utiles. Ils nourrissent et confirment leur propagande, ils les protègent par leurs outrances.

Si on mettait ces discours défailants intellectuellement de côté, tout serait bien plus clair.

Pour commencer : l'islamisme radical n'a rien à faire en France. Ceux qui le prônent jusqu'à représenter potentiellement un trouble à l'ordre public, quand ils incitent à la violence par exemple, ou même le séparatisme face au reste de la société, sont à cibler. L'apologie du terrorisme est particulièrement inacceptable, et doit être très sévèrement puni, toujours. Comme devrait l'être, également, le discours identitaire qui veut chasser une partie de nos concitoyens de France, parce qu'ils ne seraient pas Français « de souche ». L'appel à la guerre civile, quel qu'il soit, est un danger, il faut l'éliminer. Aucune différence entre l'identitaire qui veut attaquer une mosquée et le djihadiste qui veut frapper une église. Dans les deux cas, on est face à un forcené, mentalement instable ou criminel, face auquel il faut agir sans faiblesse.

Cela demande de la volonté politique, et d'assigner des moyens et des objectifs clairs à la police et aux services de renseignement. En fait, la volonté politique est ce qui est nécessaire, et c'est ce qui a trop souvent manqué.

Par ailleurs, le cœur de l'insécurité au quotidien en France, ce n'est pas l'islamisme radical, c'est plutôt la criminalité. Il faudrait, enfin, une tolérance zéro, du vol à l'arraché au trafic de drogues, en passant par les violences faites aux personnes. Peu importe si cela signifie constructions supplémentaires de prisons, financements supplémentaires pour le recrutement de plus de policiers, une présence policière plus massive dans les rues, des dépenses diverses en général : la France veut jouer à la puissance asiatique et internationale, mais est incapable de protéger ses propres citoyens, sur le territoire national... Il est grand temps de revoir nos priorités. De fait, la France a les moyens financiers de fournir un effort financier sur la sécurité intérieure. S'il faut faire un choix entre financer une guerre froide artificielle avec la Chine en Asie, une autre intervention militaire en Afrique, ou la sécurité des Français en France, commençons par ce dernier projet ; s'il reste des moyens et que c'est vraiment nécessaire, agissons en Afrique ; et oublions le projet de « puissance asiatique » fantasmé par quelques « spécialistes » de la Chine qui rêvent de devenir des conseillers du Prince.

On sait, dans les grandes villes françaises, où sont les principaux points de trafic de drogues : il faut y organiser des raids, il faut rendre la vie bien plus difficile aux dealers. La tolérance



actuelle, lié à l'indolence de certaines élites face à un problème qui ne les concernent que de loin. Les trafics, l'insécurité liés aux bandes, ne se retrouvent pas dans les quartiers les plus aisés, uniquement dans les quartiers populaires, que ces élites ne connaissent pas. Et il serait gênant que leurs fils, leurs filles, se fassent arrêter par ailleurs dans les quartiers populaires, en train d'acheter certains produits... Avec de la volonté politique, on pourrait enfin offrir une vraie sécurité aux quartiers populaires en France. Une situation que souhaitent la vaste majorité des habitants de ces quartiers, quel que soit leur religion, qu'il en ait une ou non.

Une plus grande fermeté policière devrait s'accompagner d'une même attitude au niveau judiciaire. Le coupable de vol avec violence doit faire de la prison ferme quoi qu'il arrive. Il faut appliquer dans toute sa rigueur le Code Pénal, et faire le choix des peines les plus dures, systématiquement, y compris pour les jeunes majeurs : il faut frapper les esprits de tous, et montrer aux habitants de France qu'on prend leur sécurité, et celle de leurs enfants, au sérieux. Le dealer doit être jugé comme un meurtrier, parce que ses produits tuent, peu importe ses « excuses » sociales l'amenant à choisir sa triste profession. La police doit être visible et présente partout. Et si, dans ces quartiers, on s'amuse à cibler policiers et pompiers, il faut démultiplier les forces de l'ordre sur place, jusqu'à renverser le rapport de force. Encore une fois, le coût est secondaire : il en va de la crédibilité de l'État. Et si cela signifie ne pas envoyer un sous-marin nucléaire dans l'Indopacifique, si cela signifie ne pas se laisser entraîner dans un engagement militaire à l'étranger... ce n'est pas vraiment un problème. La première responsabilité de la République française est d'offrir la sécurité sur le territoire français, avant de penser à la situation à Kaboul ou à Bamako.

Comme on le voit, tout le discours tenu sur la sécurité, dans cette note, est ferme. Pas d'angélisme, pas d'« islamo-gauchisme »... Mais pas un mot sur l'islam, pas un mot sur l'immigration non plus. La « racaille » peut être de toutes les couleurs, de toutes les religions (et le plus souvent ne respectant vraiment aucune religion, en réalité). Noir, blanc, jaune, autre, tous doivent savoir que le choix de la délinquance, c'est se retrouver sous le coup de la loi. Et si la « République » retrouve une volonté politique réelle, l'amenant à défendre les habitants de France les plus modestes, elle sera de nouveau respectée, et ramènera une certaine sérénité au sein de la population. Cette même volonté politique, nécessaire dans la lutte contre la criminalité, est également ce qui est nécessaire contre toutes les personnes qui pourraient être tentés d'utiliser la violence en France : le terroriste, qu'il soit d'extrême droite, islamiste radical, ou autre, sera naturellement traité comme il se doit par un État qui aura retrouvé le sens de ses priorités.